

Communiqué de presse

25 novembre : l'urgence, nos droits universels Toutes égales sur notre territoire

Le 25 novembre est la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. **Cette année encore, Femmes solidaires a été active sur le terrain pour mener cette lutte, informer, orienter et accompagner les femmes victimes de violences et mener un plaidoyer local, national et international.** Notre constat est clair : bien entendu, la crise sanitaire mondiale du Coronavirus a durement impacté la France. **Cette crise se superpose à une crise économique et sociale.**

Des militantes répondent à l'appel

Lors de la première période de confinement, les signalements de **violences faites aux femmes ont augmenté de 30%**. **Femmes solidaires**, comme toujours, a répondu présente. **50 comités et antennes** ont maintenu des permanences militantes d'écoute, d'orientation et d'accompagnement des femmes. Ces permanences téléphoniques, en suivi par courriel, sms ou sur les réseaux sociaux sont réparties dans 12 régions et 32 départements de France. Femmes solidaires est une association militante, composée **à 99% de bénévoles**. La lutte contre les violences faites aux femmes repose, particulièrement dans les territoires enclavés ou isolés, sur l'engagement de militantes féministes. Près de la moitié d'entre elles ont utilisé un téléphone portable personnel pour répondre aux demandes. **La réalité de la lutte contre les violences faites aux femmes est là.** Nous avons été également très sollicitées dans les semaines qui ont suivi le déconfinement. **Nous resterons mobilisées lors du second confinement.**

La pauvreté une crise permanente

En deux mois de confinement, de mars à mai, près d'1 300 000 personnes ont sollicité le Secours populaire pour une aide alimentaire. **La pauvreté a augmenté fortement, passant de 9,3 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté en France à près de 12 millions en 2020.** La précarité de l'emploi entraîne et accentue une précarité du logement (difficulté à trouver un logement, à payer son loyer...), une précarité alimentaire (1 français sur 4 restreint les quantités dans son assiette selon un sondage Ifop pour le Secours Populaire), une précarité sanitaire (les masques et les produits nettoyants pèsent lourd sur le budget des plus précaires) et une précarité électronique (1 français sur 4 ne possède ni ordinateur personnel, ni tablette utiles dans le contexte du télétravail ou de l'école à distance).



La précarité est une violence en elle-même et elle accentue d'autres violences faites aux femmes, dont la violence prostitutionnelle.

Pas toutes égales sur tout le territoire

Nous faisons, cette année encore, le constat de l'inégalité territoriale. Nos droits ne sont pas appliqués de la même façon en fonction de l'endroit où nous vivons, et nous n'avons pas partout les moyens d'y accéder. Le désinvestissement dans le service public et son démantèlement ont éloigné l'accès aux droits dans de nombreux territoires.

Le féminisme vise à la transformation profonde de la société et nous affirmons l'urgence de cette transformation. L'universalité de nos droits, c'est-à-dire la garantie de l'application et de l'accès à ces droits indépendamment de l'endroit où nous naissons ou vivons, des traits physiques que nous avons, du milieu social dont nous venons ou de nos opinions et une exigence minimale pour faire de l'égalité entre les citoyen.ne.s un fait plutôt qu'un objectif.

Pour faire reculer les violences faites aux femmes et construire une société libérée des rapports de domination, nous ne pouvons pas faire l'économie de cette universalité. Nous réaffirmons l'urgence de rendre nos droits universels sur l'ensemble du territoire. Toutes égales.

Paris, mardi 24 novembre 2020